

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Mardi 22 mars 2022

FAITS SAILLANTS DU BUDGET 2022-2023

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'économie québécoise s'est redressée de façon impressionnante en 2021. Le PIB réel a progressé de 6,3 %, après avoir enregistré un recul de 5,5 % en 2020. L'activité économique s'est rétablie plus rapidement que prévu lors de la publication du *Plan budgétaire du Québec – Mars 2021*, alors qu'une augmentation de 4,2 % était attendue.

Au Québec, la progression de l'activité économique devrait atteindre 2,7 % en 2022 et 2,0 % en 2023.

En décembre 2021, l'emploi avait dépassé son niveau pré-pandémique (100,1 % du niveau de février 2020).

Le taux de chômage est passé de 6,9 % en décembre 2020 à 4,7 % en décembre 2021. En février 2022, l'emploi s'est maintenu au-dessus de son niveau de février 2020 (100,5 %) et le taux de chômage a atteint 4,5 %, un creux mensuel historique.

La forte demande de travail se traduira par un repli du taux de chômage. Ce dernier devrait reculer, passant de 6,1 % en moyenne en 2021 à 5,0 % en 2022 et à 4,7 % en 2023.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC

(variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2021	2022	2023
PIB réel	6,3	2,7	2,0
Exportations en termes réels	5,2	3,9	4,4
Indice des prix à la consommation	3,8	4,7	2,3
Mises en chantier (en milliers d'unités)	68,0	58,5	52,7
Création d'emplois (en milliers)	169,4	98,4	59,4
Taux de chômage (en pourcentage)	6,1	5,0	4,7
Marchés financiers canadiens (moyennes annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)			
Taux cible du financement à un jour	0,3	0,8	1,6
Bons du Trésor – 3 mois	0,1	0,9	1,7
Obligations – 10 ans	1,4	2,0	2,3
Dollar canadien (en cents américains)	79,7	80,0	80,1

LA SITUATION BUDGÉTAIRE AU QUÉBEC

En 2022-2023, le solde budgétaire est déficitaire de 6,5 milliards de dollars. Le cadre financier prévoit une provision pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance de 2,5 milliards de dollars en 2022-2023 et de 1,5 milliard de dollars par année à compter de 2023-2024. Le retour à l'équilibre budgétaire est prévu en 2027-2028.

Les revenus atteignent 138,5 milliards de dollars en 2022-2023, avec une croissance de 2,2 %. Les dépenses, quant à elles, s'élèvent à 136,6 milliards de dollars en 2022-2023, avec une croissance de 4,8 %.

CADRE FINANCIER CONSOLIDÉ DE 2021-2022 À 2026-2027

(en millions de dollars)

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	TCAM ⁽¹⁾
Revenus autonomes	105 914	109 691	112 774	117 042	121 085	125 151	
Variation en %	15,3	3,6	2,8	3,8	3,5	3,4	3,4
Transferts fédéraux	29 547	28 790	29 748	29 118	30 968	31 434	
Variation en %	-3,8	-2,6	3,3	-2,1	6,4	1,5	1,2
Total des revenus	135 461	138 481	142 522	146 160	152 053	156 585	
Variation en %	10,5	2,2	2,9	2,6	4,0	3,0	2,9
Dépenses de portefeuilles	-121 874	-127 789	-131 800	-135 219	-140 343	-144 053	
Variation en %	14,8	4,9	3,1	2,6	3,8	2,6	3,4
Service de la dette	-8 441	-8 842	-8 725	-8 793	-8 588	-8 828	
Variation en %	9,8	4,8	-1,3	0,8	-2,3	2,8	0,9
Total des dépenses	-130 315	-136 631	-140 525	-144 012	-148 931	-152 881	
Variation en %	14,5	4,8	2,9	2,5	3,4	2,7	3,2
Mesures de soutien et de relance COVID-19	-9 043	-2 355	-462	-18	—	—	
Provision pour risques économiques et autres mesures de soutien et de relance	—	-2 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	
SURPLUS (DÉFICIT)	-3 897	-3 005	35	630	1 622	2 204	
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE							
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-3 457	-3 445	-3 935	-4 380	-4 622	-4 954	
SOLDE BUDGÉTAIRE AVANT UTILISATION DE LA RÉSERVE DE STABILISATION	-7 354	-6 450	-3 900	-3 750	-3 000	-2 750	
Utilisation de la réserve de stabilisation	1 221	—	—	—	—	—	
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	-6 133	-6 450	-3 900	-3 750	-3 000	-2 750	

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Il s'agit du taux de croissance annuel moyen, qui correspond à la moyenne géométrique sur cinq ans, soit de 2022-2023 à 2026-2027.

RÉDUCTION DE LA DETTE

Au 31 mars 2022, la dette brute s'établira à 215,3 milliards de dollars, soit à 43,1 % du PIB, ce qui représente un niveau équivalent à celui d'avant la pandémie. Le poids de la dette brute devrait diminuer graduellement au cours des années qui viennent pour s'établir à 41,9 % du PIB au 31 mars 2026, ce qui est en deçà de l'objectif de 45 %.

En 2022-2023, les versements au Fonds des générations s'établiront à 3,4 milliards de dollars.

LE FINANCEMENT

Pour l'année 2021-2022, le programme de financement s'établit à 22,9 milliards de dollars, soit 5,6 milliards de dollars de moins que prévu dans le budget de mars 2021. En 2022-2023, il sera de 27,6 milliards de dollars. Pour les quatre années suivantes, soit de 2023-2024 à 2026-2027, il s'établira en moyenne à 30,4 milliards de dollars par année.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2021-2022 À 2026-2027

(en millions de dollars)

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Besoins financiers nets	11 037	19 096	14 136	14 698	15 488	14 868
Remboursements d'emprunts	13 117	14 444	15 927	19 138	17 041	10 156
Utilisation du Fonds des générations pour le remboursement d'emprunts	—	—	—	—	—	—
Retrait du Fonds des congés de maladie accumulés	-170	—	—	—	—	—
Utilisation des emprunts effectués par anticipation	-8 552	-5 925	—	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽¹⁾	1 530	—	—	—	—	—
Financement par anticipation réalisé	5 925	—	—	—	—	—
TOTAL	22 887⁽²⁾	27 615	30 063	33 836	32 529	25 024

Note : Un montant négatif indique une source de financement, alors qu'un montant positif représente un besoin de financement.

(1) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des sommes à la suite notamment des mouvements des taux de change. Ces sommes n'ont pas d'effet sur la dette.

(2) Cette donnée est obtenue sur la base des emprunts réalisés au 7 mars 2022.

Alors que la moyenne des 10 dernières années s'établit à 24 %, le gouvernement a réalisé jusqu'à maintenant, pour l'année 2021-2022, 37 % de ses emprunts sur les marchés étrangers :

- 4,75 milliards d'euros (6,9 milliards de dollars canadiens);
- 1,0 milliard de dollars américains (1,25 milliard de dollars canadiens);
- 250 millions de francs suisses (337 millions de dollars canadiens).

Le Québec a réalisé une émission d'obligations vertes de 500 millions de dollars canadiens en mai 2021.

Au total, six émissions d'obligations vertes, totalisant 3,3 milliards de dollars canadiens, ont eu lieu depuis le lancement du programme en 2017.

À ce jour, environ 97 % des emprunts réalisés en 2021-2022 avaient une échéance de 10 ans et plus.

Au 31 mars 2022, l'échéance moyenne de la dette devrait s'établir à 11 ans.

COTES DE CRÉDIT

La cote de crédit du Québec est évaluée par six agences de notation. En 2021, ces agences de notation ont confirmé la cote de crédit du Québec et lui ont attribué une perspective stable.

COTES DE CRÉDIT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote de crédit	Perspective
Standard & Poor's (S&P)	AA-	Stable
Moody's	Aa2	Stable
Fitch Ratings	AA-	Stable
DBRS Morningstar	AA (low)	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable
China Chengxin International (CCXI) ⁽¹⁾	AAA	Stable

Note : Il s'agit des cotes de crédit du Québec au 7 mars 2022.

(1) Il s'agit de la cote de crédit pour l'émission d'obligations sur le marché chinois.

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
390, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4
Téléphone : 418 528-7382
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca

Finances
Québec

